ÉTHIOPIE, EGYPTE ET SOUDAN: LE GERD AU CŒUR D'UNE CRISE GEOPOLITIQUE

POSITION DU PROBLÈBLE

Le « Grand barrage de la renaissance éthiopienne » est un barrage en construction en Éthiopie sur le Nil bleu, près de la frontière avec le Soudan, dans l'état régional de Benishangul-Gumuz. Il est situé à une centaine de kilomètres en amont du barrage soudanais de Roseires Avec une puissance installée de 6 450 MW, il devrait être le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique. Le projet, rendu public le 31 mars 2011, a démarré le 28 mai 2013 et la construction devrait durer jusqu'en 2022. L'Éthiopie a lancé la construction de nombreux barrages pour développer l'agriculture irriguée et le potentiel hydroélectrique d'un pays qui manque d'énergie.

Depuis le démarrage du projet, la tension ne cesse de s'amplifier entre l'Éthiopie et l'Egypte et le Soudan. Les principales divergences formelles entre les parties portent sur la nature du futur accord (contraignant ou non), sur la rétention et la libération de l'eau par le GERD en période de sécheresse et de faibles précipitations, sur le mécanisme de règlement des différends (arbitrage international ou facilitation diplomatique) et sur les développements futurs en amont du barrage.

L'Éthiopie est particulièrement réticente à prendre des engagements sur les développements futurs sur le Nil et affirme que les négociations actuelles portent sur les opérations du GERD et non sur l'utilisation (future) des eaux du Nil. Pour l'Éthiopie le remplissage du barrage est une étape nécessaire à la poursuite de la construction de l'ouvrage qu'elle considère comme relevant de sa souveraineté.

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

Les derniers développent en date du contentieux entre les trois pays ont trait au remplissage des réservoirs. L'Éthiopie continue sur sa lancée de 2020 et prévoit de procéder au second remplissage du barrage lors de la prochaine saison des pluies (juin-juillet) 2021. L'Égypte et du Soudan ont condamné cette initiative. Le précédent remplissage du barrage en juin-juillet 2020 avait entrainé une escalade de la tension entre l'Égypte et l'Éthiopie.

Les négociations du 4 au 6 avril 2021 au sujet du barrage), entre les trois pays se sont soldées par un échec. Entamées depuis 2020 sous l'égide l'Union africaine (UA) avec le président sud-africain Cyril Ramaphosa, elles se poursuivent avec le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, qui occupe la présidence de l'UA pour l'année 2021. La médiation de l'UA fait suite à celle de l'administration Trump perçue comme trop favorable aux Egyptiens avait été rejetée par l'Éthiopie. Elle s'est imposée, pour le moment, même si l'Égypte et le Soudan souhaitent que l'Union européenne (UE), les Nations unies et les États-Unis agissent à titre de facilitateurs, voire de médiateurs, dans le cadre du processus.

Le gouvernement éthiopien a donc entrepris de financer seul la construction du barrage. Des contributions spéciales ont été demandées aux fonctionnaires et à tous les Éthiopiens à cette fin. Le gouvernement a ainsi émis des bons pour le financement du barrage. Presque tous les Éthiopiens ont ainsi participé à la construction du barrage, notamment via une diminution des salaires publics.

LES ENJEUX ET LES REPRÉSENTATIONS

Il s'agit de trouver un accord entre les trois parties sur la poursuite du remplissage du barrage qui devrait prendre encore quatre à sept ans, en fonction du volume d'eau retenu lors de chaque remplissage.

Au-delà des questions d'ordre techniques que soulèvent le remplissage des réservoirs du barrage, es pourparlers ont en toile de fonds des aspects politiques, historiques et symboliques essentiels pour les autorités des trois pays. Les trois parties, en particulier l'Égypte et l'Éthiopie, ne cessent de répéter que le Nil est un enjeu vital pour leurs pays et leurs populations.

L'Éthiopie souligne que l'atteinte de ses objectifs de développement en vue de sortir des millions d'Éthiopiens de la pauvreté dépend du GERD. Elle en fait un objet de souveraineté et aussi le symbole de projet de revivification de la Nation éthiopienne à l'histoire millénaire. Il est important de souligner que face au refus des bailleurs de fonds internationaux notamment la Banque mondiale, l'ouvrage a été construit grâce aux ressources internes. Des contributions spéciales ont été demandées aux fonctionnaires et à tous les Éthiopiens. Le gouvernement éthiopien a exigé de favoriser l'utilisation de produits locaux dans la construction qui a été confié à la société italienne Salini Impregilo, qui avait déjà construit des barrages dans le pays. L'Éthiopie considère qu'elle a des « droits naturels » sur les eaux du Nil bleu, qui fournit environ 80 % des eaux du Nil pendant la saison des pluies. Dans un pays où le pouvoir central est fortement contesté avec de nombreux foyers de tensions, la GERD est un des rares sujets à faire consensus et raffermir l'unité nationale. L'affirmation de la souveraineté sur le Nil bleu et le remplissage du barrage attirent l'adhésion populaire. Alors qu'à l'interne, le pouvoir fédéral combat violemment le Front populaire de libération du Tigré (TPLF), il serait malvenu qu'il donne l'impression d'être faible vis des puissances extérieures (Egypte et Soudan) sur la question du GERD objet de fierté nationale.

L'Egypte considère qu'au-delà de l'importance socioéconomique des eaux du Nil, elle a des « droits historiques » sur un fleuve qui est le berceau de sa civilisation et dont elle est un « don ». C'est un sujet de fierté nationale. Le Caire affirme que le mode de subsistance de millions d'Égyptiens est en jeu dans ce dossier. En tant que puissance régionale, le régime égyptien ne veut ni donner du grain à moudre à ses détracteurs intérieurs potentiels ni donner l'impression de manquer de pouvoir politique sur une question qu'il considère comme essentielle à sa survie.

Le Soudan, quant à lui, est dans une période de transition dominée par les militaires, avec un Premier ministre civil qui s'efforce de jouer un rôle plus important que celui qui lui est attribué. La question du GERD est donc devenue un sujet de controverse entre les militaires et les civils au niveau national.

Au cours des deux derniers mois, la position du Soudan semble avoir évolué : à la neutralité précédente, il se range désormais plutôt du côté du Caire. Il est possible que la question du barrage ait également contribué à la montée — voire à la cristallisation — des tensions autour du différend frontalier entre l'Éthiopie et le Soudan, ce qui pourrait expliquer en partie le rapprochement du Soudan avec l'Égypte dans le dossier du GERD.

Plus que tout, la dimension symbolique est importante : l'hégémonie égyptienne sur la région qui est remise en cause, alors que le barrage est un symbole de fierté nationale en Éthiopie.

Annexe 1

Le Nil est un fleuve d'une longueur d'environ 6 700 km, c'est avec l'Amazone, le plus long fleuve du monde. Il est issu de la rencontre du Nil Blanc et du Nil Bleu. Le Nil Blanc prend sa source au lac Victoria (Ouganda, Kenya, Tanzanie) et le Nil Bleu est issu du lac Tana (Éthiopie). Les deux branches s'unissent à Khartoum au Soudan, le Nil se jette dans la Méditerranée en formant un delta au nord de l'Égypte. En comptant ses deux branches, le Nil traverse le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Égypte. Il longe également le Kenya et la République démocratique du Congo et son bassin versant concerne aussi l'Érythrée grâce à son affluent du Tekezé.



Par TAKASUGI Shinji — File:Nile-en.svg, CC BY-SA 3.0,

https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=28612098